

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

A L'HOTEL-DE-VILLE

Ce n'est pas avec du travail, — nous l'avons mainte et mainte fois démontré — que peuvent se combattre les crises de la nature de celle que nous traversons et qui sont nées de la sur-production ou du sur-travail.

C'est avec les moyens de consommation — qui existent puisqu'ils encombrant les magasins en vidant les ateliers — mis, soit directement soit sous forme d'argent ou de puissance d'achat, à la disposition des travailleurs qui les ont produits et auxquels ils font défaut parce qu'on les leur a volés.

Mais du moment qu'Etat et commune monopolisés par la classe capitaliste ne voulaient pas entendre parler de cette solution — souveraine — se refusant à ouvrir à la famine ouvrière le moindre bout de crédit; du moment que c'est par des travaux publics que la Ville de Paris devait finalement répondre aux réclamations des milliers et des milliers de sans-pain, deux conditions s'imposaient pour que les travaux ainsi votés ne vinssent pas aggraver la misère parisienne qu'ils avaient la prétention d'atténuer.

Il aurait fallu tout d'abord, comme le voulait notre ami Vaillant, qu'au lieu d'être demandés à l'emprunt — et à un emprunt gagé sur l'octroi, c'est-à-dire sur la consommation ouvrière — les millions nécessaires fussent tirés de l'impôt, d'un impôt progressif sur les revenus dépassant 3,000 francs. Aux riches, aux propriétaires à faire les frais d'entreprises qui doivent doubler la valeur de leurs immeubles.

Il aurait fallu encore et surtout, comme le demandait dès le 3 janvier dernier la commission des ouvriers sans travail, avec l'appui du même Vaillant, que la Ville réglât les conditions des chantiers à ouvrir, qu'elle protégât les travailleurs d'autant plus incapables de se protéger eux-mêmes qu'il y a plus longtemps qu'ils ont faim, en intervenant dans la durée du travail pour le réduire à huit heures, dans le mode de travail pour l'expurger du marchandage, dans la rémunération du travail pour l'empêcher de descendre au-dessous des prix inscrits à la série.

Si sur le premier point, en matière de ressources financières à créer, le Conseil municipal n'était pas libre — subordonné que sont ses décisions à la ratification ou à l'autorisation des Chambres — les trois autres mesures, de beaucoup les plus importantes, rentraient dans sa compétence exclusive. Il n'avait qu'à vouloir pour pouvoir. Il pouvait, s'il le voulait, au moyen de simples adjonctions aux cahiers des charges, donner force de loi aux prix de série, faire respecter le décret de 1848 contre le marchandage et inaugurer la journée de huit heures qui fonctionne depuis 1872 aux Etats-Unis, dans toutes les manufactures fédérales.

Mais le Conseil n'a pas voulu. Après les avoir consignées à sa porte pendant près d'une année, il vient par 35 voix contre 25, de passer à l'ordre du jour sur ces garanties indispensables, en dehors desquelles tous les travaux publics ne seront et ne pourront être qu'une spéculation sur les souffrances publiques.

Par suite du champ laissé libre à la loi homicide de l'offre et de la demande, les bras qui s'offrent pullulant vont être embauchés à vil prix, pour rien. Le prolétariat parisien ne mangeait pas en ne travaillant pas; il va, grâce à ses élus radicaux, ne pas manger davantage, mais en travaillant dur.

Et ce ne sont même pas les finances municipales qui bénéficieront de ces rabais plus meurtriers qu'une guerre. Ce sont les seuls adjudicataires, traitants et sous-traitants, qui, pour payer peu, ne se feront pas payer moins et empocheront la différence.

Quitte à la partager avec leurs protecteurs de l'Hôtel-de-Ville qui n'auront pas eu la naïveté de leur délivrer gratuitement ce bon pour battre monnaie sur le ventre creux du Paris ouvrier.

N'est-ce pas, MM. Armengaud, Lyon-Allemand et autres Davoust?

Dans le vote dont il est question plus haut et auquel était suspendu la vie de milliers de travailleurs parisiens, MM. Maillard et Millerand, qui ne sont pas encore sortis du Conseil et qui ne sont pas encore entrés à la Chambre, se sont abstenus.

Cette abstention — que nous ne voulons pas qualifier — en appelle une autre : celle des travailleurs parisiens qui,

dimanche dernier avaient voté en masse pour ces deux lâcheurs et qui tiendront à devoir de leur rendre au scrutin de ballottage du 27 la monnaie de leur désertion.

LE SCRUTIN DU 13

Le scrutin complémentaire de dimanche a justifié nos prévisions et la résolution de notre Parti ouvrier et du Comité révolutionnaire central (1) de ne pas présenter de candidats.

C'a été une réédition amoindrie des élections générales du 4 octobre, la situation respective des partis restant la même, avec des forces considérablement réduites.

Même les radicaux à la Clémenceau, qui étaient certains de décrocher la timbale, qui arrivent en effet premiers et passeront au ballottage, n'ont retrouvé qu'une partie — les deux tiers à peine — de leurs électeurs.

Les socialistes n'ont pas échappé au sort commun. Réduits à se compter sur la liste de la seule fraction qui s'était entêtée à gaspiller l'argent des travailleurs dans une lutte sans but, ils ne se sont plus trouvés que 27,000 en moyenne, contre 35,665 qu'ils s'étaient affirmés, il y a deux mois, sur les deux listes de la Coalition révolutionnaire et de l'Union fédérative. Soit une différence en moins de près de 9,000 voix.

Joffrin, tête de liste, perd lui-même, d'un scrutin à l'autre, deux mille quatre cents et quelques suffrages. Et cela, malgré toute l'eau mise dans le vin des affiches, et quoique pour entraîner les travailleurs non révolutionnaires les bulletins portassent comme simple titre : *liste ouvrière*.

Puisse au moins cette leçon, qui coûte plusieurs milliers de francs au plus affamé des prolétariats parisiens, ne pas être complètement perdue et déterminer une réaction salutaire contre la manie des candidatures posées partout, toujours et quand même!

Le suffrage universel est un moyen de propagande et d'action, que nous avons défendu — et que nous défendons encore — contre ceux qui, sous prétexte qu'il n'est pas tout, prétendent qu'il n'est rien.

Mais pour qu'il reste capable des services — limités — qu'il comporte, la première des conditions est de ne pas en user à tort et à travers, jusqu'à l'abus; rien ne pouvant être plus préjudiciable à la cause de la révolution que cet acharnement, chez ceux qui se réclament d'elle, à courir après un mandat législatif ou municipal qui les fuit.

Le moment est venu — les abstentions du 13 courant le prouvent — de présenter le socialisme à la masse sous une autre forme que celle de *candidats perpétuels*.

On lit dans le *Social-Démokrat* du 10 décembre :

« *Le Socialiste* — Organe du Parti ouvrier.

« Nous avons, dans le temps, publié le programme de notre confrère français. Aujourd'hui que nous avons sous les yeux les quatorze premiers numéros, nous sommes heureux de pouvoir constater que le journal répond pleinement à notre attente qui, vu les rédacteurs de l'organe, n'était pas médiocre. *Le Socialiste* est rédigé avec un esprit acéré, et plusieurs de ses numéros rappellent les plus beaux jours de l'*Egalité*. Nous recommandons chaleureusement le *Socialiste* à ceux de nos lecteurs qui lisent le français. »

DIEU ET LA FAUSSE MONNAIE

Décidément il y a un Dieu et les capitalistes sont ses élus : en voici la preuve.

On découvre des mines d'argent en abondance dans les Etats-Unis. Les capitalistes propriétaires de ces mines, commencent à s'emmillionner. L'argent qui, au dire d'un philosophe, rachetait ses qualités honteuses par sa quantité, voit au contraire cette même quantité compromettre sa valeur. L'argent extrait en trop grande quantité des nouvelles mines, déprécié de 25 pour cent la valeur de ce métal si ardemment convoité. L'honnête grosse pièce de cent sous, dont les bonnes gens croyaient la valeur plus immuable que les principes des radicaux, ne vaut plus aujourd'hui que 3 francs 75 centimes; demain elle ne vaudra peut-être plus que 3 fr. 50; après-demain qui sait ce qu'elle vaudra; peut-être que dans un avenir prochain nous emploierons l'argent pour nos batteries de cuisine, au lieu de l'aluminium, ainsi que le prédisait le chimiste Sainte-Claire Deville.

(1) Vaillant qui a réuni quatorze cents et quelques suffrages n'était pas candidat, ayant décliné publiquement toute candidature.

S'il n'y avait pas de Dieu pour les capitalistes, ainsi que pour les ivrognes, tous les possesseurs de pièces de cent sous verraient du jour au lendemain leur fortune, acquise à la sueur du front des autres, diminuer des 25 pour cent qui représentent la déperdition de la valeur de l'argent : par exemple, la Banque de France qui, dans son dernier bilan du 10 décembre, accusait une encaisse métallique en argent de un milliard 90 millions et demi, perdrait la bagatelle de 273 millions, plus les centimes. Mais Dieu intervint sous la forme et l'espèce de l'Etat, contre lequel médissent tant les économistes, et sauva les capitalistes. L'Etat décréta que la pièce de cent sous, qui en réalité ne vaut que 3 fr. 75 centimes, continuera à valoir cinq francs, non seulement en France, mais en Suisse, en Belgique, en Italie, etc., enfin dans tous les Etats faisant partie de l'Union latine. Que le vaincu de Sedan a dû être content de voir tant de peuples de races si diverses entrer dans l'Union latine. Quel plus beau triomphe que d'estampiller sa théorie des races par la falsification des monnaies!

Mais Dieu voulait faire encore davantage pour ses élus. Un des pays qui entra dans l'Union latine parce qu'il est peuplé de Flamands, de Wallons et d'autres peuples d'origine germanique, la Belgique, avait laissé libre la frappe des monnaies tandis que dans les autres pays elle est une industrie d'Etat. Dieu, comme autrefois à Abraham son élu des temps passés, parla aux spéculateurs du capitalisme.

— Allez dans la terre de Belgique, ce pays béni de la liberté capitaliste, et là établissez-vous comme faux-monnayeurs, et vous prospérerez.

Les capitalistes écoutèrent la voix de Dieu qui déjà avait conseillé au pape Pie IX de fabriquer de fausses pièces de quarante sous. Ils achetèrent l'argent en barre, le monnayèrent à l'effigie de Cobourg et vendirent 5 fr., ce qui ne valait que 3 fr. 75. Ils écoulèrent par centaines de millions leur fausse monnaie dans les pays faisant partie de l'Union latine. Les principaux faux-monnayeurs sont : la Banque nationale belge, MM. Allard et Rothschild. On est toujours certain de trouver un Rothschild là où on vole en grand.

Dieu protège les faux-monnayeurs.

GATISME SOCIAL

Le *Social-Démokrat* traduit et reproduit notre article sur les *Signes du Gâtisme social* et le fait suivre des réflexions suivantes :

« Le gâtisme intellectuel que décrit le *Socialiste* est international et peut-être que, en Allemagne, le mal est plus généralisé qu'en France, grâce au penchant au mysticisme systématiquement cultivé dans le pays des penseurs. Nous nous contenterons de rappeler la fameuse trouvaille des *Quatre dimensions* de M. Zollner de Leipzig et de ses pareils, et les recherches « scientifiques » du baron de Prel sur la clairvoyance qu'on a essayé d'expliquer il y a un an aux ouvriers que l'on désire gagner à la nouvelle science (1). Quiconque est condamné à lire les publications « scientifiques » du monde cultivé, arrive à craindre, ainsi que le professeur Wundt, que « la nuit ne se fasse de nouveau en Allemagne. »

« C'est l'ère du scepticisme à rebours : si le nationalisme borné, mais honnête, du siècle dernier essaya d'expliquer les miracles de la Bible d'une façon naturelle, on cherche de nos jours à donner « une base scientifique » aux miracles en abaissant la raison. »

La trouvaille des quatre dimensions dont parle notre confrère, est une des dernières découvertes des mathématiciens. Ils arrivent par la puissance du calcul à démontrer l'existence d'une matière qui aurait une dimension de plus que celle que connaissent les simples mortels : hauteur, longueur, épaisseur. Dans le nouveau monde de ces mathématiciens, les vérités mathématiques ne sont plus vraies et les bâtons n'ont plus deux bouts.

Le gâtisme s'internationalise comme le choléra et la production capitaliste.

La démocratie socialiste belge a, depuis quelques jours, son organe quotidien à 5 centimes. Titre : le *Peuple*. Principaux collaborateurs : C. de Paépe, Anseele, Bertrand, etc.

Bien venue et longue vie à notre nouveau et vaillant confrère!

(1) Récemment, M. de Prel, dans un article sur son confrère en spiritualisme le pessimiste Hartmann, a expliqué sa haine du matérialisme par l'odeur du pétrole qu'il dégage. Il dit textuellement : « Je n'entends pas fournir des armes aux orthodoxes, je n'aime pas l'eau bénite, bien que je la préfère au pétrole, le liquide béni du matérialisme »

Si un Huron, un Fuégien ou n'importe quel autre sauvage débarquait en Europe, si on lui expliquait la politique coloniale moderne, si on lui apprenait que l'Etat en France, en Allemagne, en Angleterre, en un mot dans tous les pays civilisés, dépense des centaines de millions et des milliers d'hommes pour forcer les habitants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Australie à recevoir leurs produits, s'il parvenait à comprendre cette opération compliquée, le brave sauvage tomberait de son haut :

— Vous faites des expéditions lointaines pour obliger vos ennemis à accepter vos produits ? Vous êtes donc de bien bons gens, et bien heureux par dessus le marché ! Personne chez vous n'a donc besoin de couvertures de laine, de chaussures, de vêtements, de nourriture de toute sorte, pour que vous vous montriez si généreux envers les autres peuples ? Chez nous, quand tout le monde en a à son contentement, il nous reste bien peu de chose à échanger avec les tribus voisines. Nos guerres de peuplades à peuplades ont pour cause généralement une vendetta privée ; mais il arrive aussi que souvent nous attaquons nos voisins pour les piller, leur enlever des récoltes, des chevaux, des bestiaux ; alors la guerre est entreprise dans l'intérêt de la communauté, car on partage les dépouilles de l'ennemi entre toutes les familles de la tribu.

Les nations civilisées raisonnent autrement que ce Huron. — En effet, autrefois on faisait la guerre aux autres peuples pour les voler, leur imposer des tributs ; aujourd'hui c'est pour les gorger de marchandises.

César entreprit la conquête de la Gaule pour payer ses créanciers, pour lui voler l'or qu'elle possédait alors en grande abondance ; les Espagnols s'emparèrent du Mexique, du Pérou, pour en rapporter des galions d'or ; la France n'ambitionnait des colonies dans les Indes et dans l'Amérique du Nord, que pour leur enlever leurs bois rares, leurs épices, leurs pelleteries et leurs métaux précieux ; que pour en faire des tributaires que l'on volerait à sa convenance.

Les Hollandais, pratiquent encore à Java l'ancienne politique coloniale. Ils maintiennent dans la barbarie les 30 ou 40 millions d'habitants de cette île ; mais, en revanche, ils les accablent de travaux forcés ; leur font produire du sucre, du café, du riz, des épices pour la mère patrie qui s'enrichit avec les produits de sa colonie. Tous les chemins de fer de la Hollande ont été construits avec les bénéfices annuels de l'île de Java ; et quand, en Europe, le café monte d'un sou par livre, un million de *gulden* (le *gulden* vaut 2 fr. 10) rentre dans les caisses du trésor. Mais la Hollande qui, après avoir été une des premières nations industrielles d'Europe, n'est plus qu'un immense entrepôt de marchandises, se garde bien d'envoyer aux javanais ses bœufs gras, ses bonnes pommes de terre et ses fromages ; elle laisse les habitants de sa colonie se nourrir misérablement de riz et se vêtir aussi peu que possible ; et pour que les libraires de la Hollande ne soient pas tentés d'y expédier des livres qui pourraient leur mettre dans la tête les idées nouvelles, elle défend que l'on enseigne aux indigènes le hollandais ou toute autre langue européenne ; pour toute nourriture intellectuelle, ils ont le Coran.

La colonie de Java est la perfection du système colonial de l'ancien régime, c'est le vol simple, le vol brutal, sans phrases philanthropiques.

Le système colonial du capitalisme est le vol élevé à sa deuxième puissance, le vol jésuitique ou philanthropique. Le jésuite et le philanthrope ont les deux faces de la même médaille.

Les Tonkinards de l'industrie, du commerce et de la finance crient en chœur : notre industrie et notre commerce sont dans le marasme, non parce qu'il y a manque de producteurs et de produits, mais parce qu'il y a disette de consommateurs à l'étranger. Le grand problème de l'industrie européenne n'est plus d'accroître la puissance productive de l'ouvrier, mais d'augmenter la puissance de consommation des pays demi-barbares de l'Asie et de l'Afrique.

Et les économistes officiels, ces valets de plume des Dietz-Monin, des Dollfus, des Rothschild, qui prêchent aux ouvriers de s'abstenir de demander toute protection ou toute réforme à l'Etat, supplient cet Etat qui ne saurait rien faire pour les ouvriers, d'ouvrir de nouveaux débouchés à coups de millions et de canon. Ils demandent à leur patrie de se saigner d'hommes et d'argent dans l'intérêt de l'industrie nationale.

Les patriotes du capitalisme ne demandent à leur patrie de s'épuiser en sacrifices d'hommes et d'argent pour leur chercher à l'extrême Orient des consom-

mateurs, que parce qu'ils ont eux-mêmes tué le marché national : ils ont tellement réduit les salaires de leurs chers compatriotes, que les ouvriers européens ne peuvent racheter leurs propres produits. Ce n'est plus pour eux que produisent les ouvriers français, c'est pour des étrangers qu'ils se tuent au travail. Les meilleurs vins du Bordelais, de la Champagne, sont bus par des Prussiens, des Anglais ; ce doit être une bien grande joie pour les vigneron de France de savoir que les vins dont ils ne connaissent plus le goût, sont si estimés à l'étranger. Lyon se vantait, il y a quelques années, de vêtir de soieries toutes les horizontales légitimes et illégitimes de la Chrétienté et de la Musulmanerie, aujourd'hui il partage cet honneur avec Crefeld, Elberfeld, Barmen, Bâle, Milan et d'autres villes. Mais les canuts lyonnais, qui tissaient de si merveilleuses étoffes, ne les voyaient jamais sur le corps de leurs bonnes amies, vêtues de misérables cotonnades. Les ouvriers de Roubaix, de Lille, de Manchester tissent des calicots pour la terre entière ; mais ils se nourrissent de pommes de terre et de petit-lait, et grelottent sous des vêtements rapiécés, sales et tombant en loques. Quel progrès !

Ainsi, plus le système colonial moderne se développe, c'est-à-dire plus les produits des nations européennes sont expédiés aux quatre coins du monde, plus par conséquent les producteurs nationaux en sont dépourvus.

Dans les sociétés primitives, dans les sociétés des Hurons, des Iroquois, ce n'est que lorsque la consommation était satisfaite que l'on songeait à échanger l'excédent de la production ; aujourd'hui ce n'est plus le surplus de la consommation nationale que l'on exporte, c'est ce qu'auraient dû consommer les producteurs que l'on transporte à l'étranger. Les ouvriers nationaux se privent des produits de leur patrie, pour en gorger les étrangers.

Et l'on arrive à cette conclusion paradoxale, absurde, plus l'ouvrier produit et moins il bénéficie de sa production. Un Huron à l'esprit droit et naturel ne pourrait jamais comprendre un tel résultat. Il nous a fallu être abrutis par la morale capitaliste, qui n'est que la morale jésuitique empirée, pour qu'une telle absurdité n'épouvantât pas les nations les plus civilisées.

Cette absurde politique coloniale qui plonge dans la misère la masse des producteurs pour enrichir quelques oisifs, est le dernier résultat du libre échange capitaliste que les économistes d'Angleterre et de France annonçaient comme devant faire le bonheur du genre humain.

LETTRÉ D'ESPAGNE

Madrid, le 15 décembre 1885.

Si le parti républicain de notre pays était ce qu'il devrait être, la mort de don Alphonse aurait produit immédiatement la chute de la monarchie ; c'est la faute des républicains si cette occasion a été manquée. Leurs divisions et leur incapacité tuèrent la République de 1873 ; leur incapacité et leurs divisions actuelles sont la cause de la vitalité des institutions monarchiques. Pour vous donner une idée de la clairvoyance et de la capacité politique de Pi, Castelar et Zorrilla, qui se trouvent à la tête des trois fractions les plus importantes des forces républicaines, il suffira de vous dire que, lorsque tout le monde savait que la mort du roi Alphonse était imminente, qu'elle n'était qu'une affaire de jours, non seulement ils n'avaient point établi la moindre base d'entente, mais ils se trouvaient en complet désaccord. Il a fallu la mort du roi pour que Pi et Zorrilla — Castelar n'est pas encore entré dans la coalition — se soient concertés pour établir en principe la coalition des forces dont chacun dispose.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les libéraux monarchiques, devant la retraite habile du parti conservateur et en vue de la désagrégation des forces républicaines impuissantes à profiter d'une occasion peut-être unique, se soient empressés de déclarer hautement leur adhésion à la légalité monarchique, et se préparent, une fois arrivés au pouvoir, à s'y maintenir coûte que coûte.

Nul doute que les choses se seraient passées tout autrement si les républicains prévoyant, comme tout le monde, la mort du roi, s'étaient mis d'accord pour établir immédiatement la République. Dans ce cas, les monarchistes libéraux, ou une grande partie d'entre eux, qui n'ont guère d'autre conviction que les jouissances du pouvoir, reconnaissant que la monarchie ne compte pas en Espagne des partisans très nombreux ni bien décidés, auraient passé au camp républicain ou gardé une attitude expectante.

Mainenant — et ceci confirme mon opinion sur l'état de désorganisation des forces républicaines — ce dont le gouvernement se soucie le moins c'est des menées révolutionnaires, car il sait les républicains hors d'état de tenter un mouvement sérieux ; ce qui l'inquiète ce sont les menées des partisans de don Carlos. Ceux-ci ont été protégés et favorisés indirectement tout le temps que les conservateurs ont été au pouvoir ; ils possèdent de grands éléments de lutte et ils pourraient, sinon vaincre — cela est impossible — créer au moins de graves obstacles à la situation actuelle. Pour parer à ce danger, le

cabinet présidé par Sagasta prend les mesures les plus énergiques.

Malgré le manque de sens politique des chefs du parti républicain, il est probable que, avant la fin de la minorité de la petite reine, ou du roi si la régente met au monde un garçon, les républicains parviendront à s'entendre et, aidés par les luttes intestines des monarchistes au pouvoir et même par leurs fautes qui sont assez fréquentes et parfois assez graves, ils tenteront un second essai de gouvernement républicain. Mais qu'arrivera-t-il alors ? Les carlistes se soulèveront, dans le cas où ils ne l'auraient pas encore fait, et ils verront leurs rangs grossir par une partie des conservateurs et tous les autres éléments réactionnaires qui passeront avec armes et bagages au camp de don Carlos.

Dans un pareil état de choses, la République devra songer aux moyens de mettre une prompt fin à la guerre carliste. Mais il n'y en a que deux : ou acheter les chefs du carlisme avec de l'argent et avec la promesse de reconnaître les grades qu'ils ont gagnés en défendant la cause de don Carlos, comme la Restauration l'a fait, ou les combattre énergiquement, sans trêve ni merci, jusqu'à entière soumission ou extermination complète.

Le premier de ces moyens n'est pas permis à un gouvernement républicain, et aurait pour lui le même résultat que pour le gouvernement de don Alphonse ; il ne lui resterait donc que le second, mais pour battre sérieusement les carlistes et empêcher en même temps qu'un général victorieux ne proclamât roi d'Espagne l'héritier de don Alphonse, il faudrait armer le peuple, c'est-à-dire la classe ouvrière ; et comme le peuple d'aujourd'hui n'a pas les mêmes idées que celui qui formait les milices populaires et les corps de volontaires des deux guerres civiles précédentes, comme il est en grande partie révolutionnaire et socialiste, il se pourrait très bien que, après avoir détruit les partisans de l'obscurantisme et sauvé la République, il se servit de ses armes afin d'obtenir pour lui quelques avantages positifs.

Voilà, si je ne me trompe, le dilemme devant lequel se trouverait le parti républicain en montant au pouvoir : déclarer une guerre à mort aux Vendéens espagnols et les exterminer en se jetant pour cela courageusement dans les bras du peuple, ou en descendre honteusement, misérablement comme en 1874, balayés par un Pavia quelconque.

Parmi les chefs du parti républicain — tous bourgeois — s'en trouvera-t-il un suffisamment intelligent pour comprendre la situation, et suffisamment révolutionnaire pour sacrifier les intérêts de sa classe en faisant au besoin la part du feu. Je me permettrai d'en douter. La couardise et l'étroitesse d'idées sont la caractéristique des différents chefs du parti républicain espagnol. Ils ne peuvent pas faire la république bourgeoise ; le carlisme est là pour les empêcher ; mais ils n'auront jamais l'abnégation de la laisser faire par la classe ouvrière, et d'accorder à celle-ci ne serait-ce qu'une partie de ses justes revendications.

Je ne serais pas loin de m'écrier : tant mieux ! le prolétariat espagnol n'aura pas ainsi à passer par une république bourgeoise, pas même demi-bourgeoise, ou radicale ; il commence déjà à s'organiser en parti de classe, et si les circonstances lui sont propices, j'espère que lorsque la crise révolutionnaire arrivera, il pourra jeter à la tête de ces messieurs du fédéralisme, du possibilisme et du *zorrillisme* la fière devise : « Ou tout ou rien. »

P. I.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Alais. — Depuis quelques jours les socialistes du Gard ont pu contempler les agissements de la bourgeoisie républicaine en matière électorale.

Nous avons notamment assisté à une conférence organisée au théâtre d'Alais, où le montagnard Madier-Montjau a parlé longuement en faveur de la candidature Gaussergues, ancien magistrat et depuis dimanche député. Pour nous socialistes, nous savons à quoi nous en tenir sur les radicaux en général et sur M. Madier-Montjau en particulier.

Le 3 juin 1879, la Chambre votait l'invalidation du citoyen Blanqui, élu à Bordeaux par 7.000 voix ; M. Madier-Montjau, en cette circonstance, contribua à repousser l'élu de ce suffrage universel pour les décisions duquel il affecte tant de respect. Ce sont là des faits bons à rappeler en présence de la naïveté des électeurs qui se laissent toujours prendre par les phrases et qui oublient les actes.

REYNOL.

Bas Meudon. — On nous signale la cristallerie de Bas-Meudon où l'exploitation de l'enfant se fait sur une vaste échelle ; à partir de 9 ans l'enfant est condamné pendant 12 heures à un travail épouvantable.

Cette fabrique occupe 100 ouvriers, dont la moitié est composée d'enfants depuis l'âge de neuf ans ; ces petits exploités accomplissent le même travail que les hommes, la seule différence est dans le salaire, 25, 30, 35, 40 fr. par mois pour 12 heures d'un travail exténuant. Comme les hommes, ils sont obligés de faire 6 heures de jour et 6 heures de nuit ; si, par suite de l'excès de fatigue, un enfant casse une pièce, le surveillant se charge de lui infliger une correction dont il se souvient. Voici un fait que nous communiquons au citoyen C... qui était chauffeur mécanicien dans ce bagne, ainsi que ses deux fils, l'un âgé de 14 ans et l'autre de 17 ; ce dernier ayant cassé un verre, reçut une telle correction du surveillant, qu'il resta deux semaines au lit. Le père voulant citer devant

les tribunaux l'auteur de cet acte inqualifiable, le patron arrangea l'affaire en lui donnant 80 fr. à la condition de ne rien dire; mais, après sa guérison, l'enfant ne voulut plus rentrer dans cette fabrique; le patron fit appeler le père et lui dit, « qu'il regrettrait beaucoup d'être obligé de se séparer d'un bon ouvrier, que le règlement était formel à ce sujet, qu'ayant retiré ses enfants il lui était impossible de le garder plus longtemps ».

Ce patron, républicain démocrate, a installé une école où l'instruction est donnée aux enfants qu'il exploite par un ancien prêtre pendant deux heures par jour; ces deux heures d'instruction ne sont pas prises sur la journée de travail, ce qui porte la journée à 14 heures.

Avant de terminer, il est bon de signaler à l'inspecteur qui, à la fin de ce mois, doit rendre sa visite annuelle à la fabrique de Bas Meudon, la ruse employée pour faire disparaître les victimes de cette exploitation. Lorsque l'on signale l'entrée d'un étranger, le neveu du patron, attaché à la gravure, prévient immédiatement un ouvrier qui fait cacher les enfants ayant moins de 12 ans dans le champ attenant à la fabrique, la loi soi-disant protectrice est ainsi éludée et le sera tant que la surveillance des apprentis ne sera pas confiée aux corporations ouvrières ou à des fonctionnaires nommés par les chambres syndicales.

Bessèges. — M'étant fait prendre la main entre un wagon que je pouvais et la pile d'un cadre, je n'ai pu, dans le dernier numéro, continuer à donner les détails sur la vie des mineurs du bassin du Gard.

Je continue aujourd'hui :

L'entrepreneur des fainéants qui, comme le renard qui a entendu la meute, s'est fourré dans son trou pour n'en sortir que 12 ou 14 heures après, ralentit sa marche à quelques pas dans la galerie; là, la chair de poule que la gelée avait fait naître, commence à disparaître. Après avoir marché quelquefois trois quarts d'heure ou une heure en montant ou descendant des plans inclinés ou autres, descentes et montées où il est obligé de marcher à quatre pattes comme un chien, son cabas pendu au cou et sa lampe accrochée aux dents, il arrive enfin au bas de sa cheminée la tête meurtrie des coups donnés contre la paroi, et littéralement trempé de sueur, bienheureux encore quand il n'a pas cassé sa bouteille.

Il est enfin arrivé, fatigué comme s'il avait travaillé une demi-journée. Il se met à genoux et se déshabille complètement nu comme un ver; seulement entre le mineur et le ver il y a cette différence, que le ver qui est un animal sans intelligence ne rampe sous la terre que pour son propre compte, tandis que le mineur qui est, lui, un animal prétendu intelligent, ne rampe sous la terre que pour le compte des autres. (A suivre).

Un manoeuvre-mineur, AUGUSTE BASTIDE.

Bordeaux. — On nous communique la note suivante, dont un de nos amis de Bordeaux avait cru devoir demander l'insertion à un journal radical de cette ville, la *Victoire*.

Ce journal, en l'absence de tout organe socialiste à Bordeaux, avait à plusieurs reprises déclaré qu'il serait une tribune libre, toujours prêt à recevoir les communications présentées dans une forme acceptable.

Il s'était, d'ailleurs, déclaré lui-même socialiste (!)

Cependant la note en question n'a pas été insérée, malgré sa forme si modérée. — Notre ami peut voir par là combien il se faisait illusion sur cette sorte de radicaux, qui se déclarent socialistes pour flatter leur clientèle ouvrière, mais dont l'estomac bourgeois ne peut digérer la moindre critique d'un état social dont ils n'ont pas à se plaindre. Espérons que la leçon lui servira.

Cours d'économie politique de M. Lescarret. — Le cours d'économie politique que professe M. Lescarret, a été ouvert cette année par une conférence dont le sujet était : *le collectivisme*.

Il s'agissait de prouver l'invalidité de théories émises par des hommes d'une science presque universelle.

On a pu remarquer la faiblesse de l'argumentation du professeur, sans doute gêné par la présence de nombreux socialistes que le titre de la conférence avait attirés.

La tâche était, il est vrai, quelque peu difficile et M. Lescarret, même en s'appuyant sur l'autorité de son collègue et maître Paul Leroy-Beaulieu, n'est pas de taille à réfuter la formidable logique des Karl Marx et des Engels.

Dans le cours de sa conférence, M. Lescarret a été amené à se servir comme argument du fait suivant :

« Il y a quelques années, aidés de ses propres conseils, quinze ouvriers formèrent une association coopérative à Bordeaux. C'étaient des ouvriers d'élite. Ils acceptaient entre eux la hiérarchie naturelle dérivant des capacités, chose rare dans les associations ouvrières. — Ils réunissaient en un mot les plus grandes chances de réussite possibles. »

« Malgré tout cela, dit M. Lescarret (qui a sous les yeux le bilan des trois premières années), ces ouvriers ne se sont partagé que 25 à 28 francs par semaine, alors que les ouvriers de la même corporation gagnaient 30 à 32 francs chez leurs patrons. »

Si cet exemple a pu servir à la thèse qu'il développait à ce moment, gageons que M. Lescarret se gardera bien de le reprendre plus tard, lorsqu'il s'agira de démontrer à ses élèves que le remède à la situation précaire des classes ouvrières est dans l'association coopérative.

En fait, la conférence de M. Lescarret n'a prouvé qu'une chose : c'est que le système du collectivisme n'est pas celui que recommandera M. Lescarret dans son cours. — On s'en doutait un peu déjà !

L'économie politique est une science essentiellement bourgeoise, dont le but réel est de prouver que la société capitaliste et individualiste actuelle est la meilleure des sociétés possibles; que la classe ouvrière a donc tort de se plaindre du sort qui lui est fait; que le socialisme, enfin, est une chimère, sinon un crime, et qu'il faut conserver tout ce qui existe.

Malgré tous leurs efforts, ses professeurs n'empêcheront point que la misère toujours croissante ne fasse son œuvre, et que, selon la puissante expression de Karl Marx, *la société capitaliste ne contienne en elle-même les éléments de sa propre destruction en même temps que le germe de la société nouvelle*.

Le cours de M. Lescarret se donne tous les mercredis soirs, à 8 heures, dans une des salles de la Bourse.

R. L.

Saint-Etienne. — Nos amis de Saint-Etienne ont engagé la lutte électorale pour les élections au conseil des prud'hommes.

C'est au dernier moment que cette résolution a été prise par eux, et, malgré la pénurie d'argent, nos amis ont réuni une imposante minorité.

Ont obtenu dans la première catégorie,

Chalumeau 599 voix.

Berthon 597 »

contre 690 données à leurs adversaires.

Dans la troisième, nos amis ont eu 172 voix contre 260.

C'est un beau succès moral.

A la suite de ces élections les candidats ont adressé à leurs électeurs la lettre de remerciement suivante :

Aux électeurs des première et troisième catégories qui nous ont honorés de leurs suffrages.

Citoyens,

Il y a quatre ans le parti ouvrier était ignoré des masses prolétariennes.

Dans les élections où il affirmait son existence et arborait son drapeau, des minorités infimes répondaient aux efforts de ses dévoués propagandistes.

Pendant ce court espace de temps, quel progrès immense réalisé !

Ce n'est pas encore le succès; mais nos adversaires ne peuvent plus tirer vanité de leur victoire passagère. Le combat a été meurtrier pour eux. Encore quelques combats et il ne restera plus d'adversaires du parti ouvrier.

Si les abstentions avaient été moins nombreuses, la loi moins réactionnaire, nous enregistrierions un succès de fait et non un succès moral.

Les abstentionnistes regretteront leur abstention, lorsqu'ils auront le spectacle de la conduite future de nos adversaires. Ils viendront vers nous, la loi sera réformée, et alors le drapeau rouge pénétrera dans l'enceinte de l'Hôtel-de-Ville, et les électeurs seront sûrs d'obtenir un peu de justice dans notre société basée sur l'injustice, la misère et l'exploitation des faibles.

Aux sept cent soixante et onze citoyens qui nous ont donné leur voix, nous disons merci, courage et espoir.

Continuons de rester unis, travaillons sans relâche, et bientôt le salariat, cette plaie moderne, sera extirpé de notre civilisation.

Vive le parti ouvrier, vive la Révolution sociale.

RANCIER. — H. CHALUMEAU. — V. CONQUIS.

— THEVENON. — BERTHON.

ÉTRANGER

Etats-Unis. — Dans l'organe ouvrier de Détroit, l'une des villes les plus industrielles de la République américaine, dans la *Detroit labour leaf* (la feuille ouvrière de Détroit) on lit cet avertissement : « Tout membre de l'Union ouvrière ou des Chevaliers du travail désirant s'incorporer dans l'organisation militaire dont tous les soldats sont des hommes sympathiques au mouvement ouvrier, peut s'adresser aux bureaux du journal. » — Dans tous les Etats des corps d'ouvriers s'organisent militairement, ainsi que le prouve l'avertissement précédent.

— A Chicago, l'agitation pour la réduction de la journée de travail à huit heures est poussée avec énergie; tous les soirs de grands meetings se tiennent, brassant la population ouvrière et la préparant à la lutte du printemps. C'est au mois de mai 1886, que commencera la grève générale pour l'obtention de la journée de huit heures.

— Dans *Der Sozialist*, l'organe officiel du parti ouvrier, nous lisons la nouvelle suivante : *Harvard university* (la plus importante université des Etats-Unis) vient de créer une chaire pour l'enseignement du Socialisme. « Nos lecteurs, ajoute le journal socialiste, ne supposeront pas que le professeur de socialisme, M. J. Graham Brooks, est un représentant du socialisme révolutionnaire; cependant c'est un signe des temps que dans nos universités on accorde droit de cité au socialisme traqué et calomnié. » — Aux Etats-Unis les événements marchent avec une rapidité inconnue à la vieille et routinière Europe : après la guerre de sécession, le vice-président, M. Wade, déclarait ouvertement dans plusieurs meetings publics, que, après l'abolition de l'esclavage, la question à l'ordre du jour serait celle de la transformation des rapports du capital et de la propriété foncière.

Grèce. — Le journal socialiste qui paraît à Athènes, le *Harden*, a pris pour devise : « Le travail est le créateur de la richesse; la richesse doit être la servante du travail. »

Il prend pour programme : « Délivrer le travailleur des soucis du lendemain, lui procurer une nourriture suffisante et régulière, une habitation saine et confortable, l'éducation de ses enfants par l'Etat, la réduction des heures de travail et le châtiement de ceux qui ne travaillent pas. » Par tout pays la question du travail se pose sur son véritable terrain.

Nous saluons avec joie l'apparition du socialisme en Grèce, ce pays merveilleux qui fut un des grands éducateurs de l'humanité.

Italie. — Les ouvriers licenciés des établissements métallurgiques de Milan par manque de travail, se sont réunis sur la place Del Duomo. L'assemblée était nombreuse. Au cri *du pain et du travail*, elle s'est dirigée sur la préfecture; une commission a été nommée séance tenante, pour aller trouver le préfet et le prier d'intervenir auprès des patrons afin qu'ils ne renvoient pas leurs ouvriers et ne les jettent pas sans ressources sur le pavé.

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

SOPHIE PEROVSKAIA

I (Suite)

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE

3 — *Le Terrorisme.*

La propagande pacifique était punie par le gouvernement avec la plus extrême sévérité; les propagandistes étaient traqués, arrêtés et condamnés aux travaux forcés, à la déportation en Sibérie; en prison on les traitait pire que les derniers des criminels : il fallait renoncer à la propagande rendue impossible, et transporter l'activité révolutionnaire sur un autre terrain. Au mot d'ordre des socialistes de 1873, « au peuple! » les révolutionnaires de 1878 répondirent, « à l'action! »

Déjà depuis 1875 les *enragés* de Kieff, d'Odessa et de Karkoff s'étaient organisés pour provoquer des soulèvements populaires; mais pas plus en Russie que dans aucun autre pays, une poignée de conspirateurs ne peut pousser le peuple à la révolte. Toutes les tentatives d'émeutes populaires échouèrent misérablement; une seule, si elle avait pu arriver à terme, aurait peut-être réussi à entraîner le peuple, c'était la conspiration de Stefanovitch qui avait enrégimenté plus de 3000 personnes et qui avait basé son action sur des aspirations locales;

mais la conspiration fut découverte avant qu'elle éclatât, ce qui était fatal, vu le grand nombre des conjurés.

En 1876 et 1877 et jusque dans les premiers mois de 1878, on essaya de remuer la population et de la lancer dans des mouvements tumultueux par des « démonstrations » : mais cette « propagande par le fait » n'exerçait aucune action sur la foule, elle l'étonnait, l'épouvantait et l'irritait. A Moscou les bouchers se chargèrent de châtier les démonstrateurs. Plusieurs de ces démonstrations furent énergiques et violentes : aux funérailles de Tchernichef, sur la place de Kazan, et à Odessa, lors de la condamnation de Kovalsky (ce fut la dernière démonstration), on se battit; il y eut des blessés et des morts de part et d'autre. La propagande par le fait n'aboutissait qu'à signaler les plus téméraires et les plus décidés des socialistes révolutionnaires à la police qui les enlevait par centaines et les expédiait en Sibérie. « Les années 1876 et 1877, écrit Stepniak, sont les plus noires et les plus lugubres pour les socialistes russes. »

Mais cette propagande par le fait qui sacrifiait inutilement tant de militants, fit que les groupes révolutionnaires entrèrent en collision directe avec la police; ils commençaient alors à former des sociétés secrètes, sans qu'il y eût encore d'organisation centrale qui les reliait. La chasse aux espions que la police glissait parmi les révolutionnaires, fut organisée; elle prit en fort peu de temps un caractère terrible : le mouchard découvert était jugé, condamné à mort et exécuté; sur son cadavre, on

trouvait l'arrêt de mort prononcé par le comité. Les révolutionnaires rendaient la pareille à la police; ils plaçaient dans ses rangs des membres du parti, qui les tenaient au courant de tous ses agissements. La contre police révolutionnaire était si bien organisée à Saint-Petersbourg, que les policiers qui devaient surveiller les rues où le czar devait passer, n'étaient prévenus qu'au moment même, et alors il leur était interdit de communiquer avec personne.

Jusqu'alors les révolutionnaires n'avaient frappé que des espions, des policiers; ce n'étaient en définitive que des actes de défense personnelle, des actes privés; on ne s'attaquait pas encore au gouvernement; mais le 24 janvier 1878, une jeune fille, Vera Zassoulitch, en abattant d'un coup de revolver le général Trépoff, ouvrit une nouvelle campagne : dédaignant les misérables instruments de la police, elle portait ses coups à la tête. Vera Zassoulitch donna le signal du Terrorisme.

De graves événements politiques avaient ébranlé le pays et l'avaient préparé à l'action des révolutionnaires terroristes.

Jusqu'en 1860, la Russie se présentait à l'Europe déchirée par des luttes de classes et bouleversée par des révolutions, comme un pays à l'abri des guerres civiles et des perturbations politiques : ses révolutions étaient des coups d'état de palais. Ainsi que dans les monarchies asiatiques et dans l'ancienne monarchie française, si un

Czar mourait de mort violente, c'était la camarilla qui l'avait fait étrangler. Le peuple ne prenait nulle part à cette suppression du chef de l'Etat, il l'ignorait; cela se passait au dessus de lui, en famille. Cette absence de mouvement populaire faisait à la Russie une situation unique en Europe: son gouvernement servi par la diplomatie la plus perfide, mais aussi la plus intelligente, devint dans ce siècle une espèce d'arbitre en Europe: il s'était constitué le rempart de la réaction et intervenait pour endiguer et arrêter la révolution.

Mais, à partir de 1870, l'agitation révolutionnaire se généralise, (en 1873 le gouvernement constate que 37 provinces sont atteintes de l'épidémie socialiste) et secoue sur sa base le colosse du Nord. Cette agitation limitée à une classe peu nombreuse, mais tolérée et encouragée tacitement par la population, dénotait un malaise général; elle suffit à faire déchoir le gouvernement russe du rôle prépondérant qu'il jouait dans la politique européenne. Le Czar qui appelait à Saint-Petersbourg le roi de Prusse, dut se rendre en suppliant à la cour de l'Empereur Guillaume pour empêcher que Bismarck, vainqueur de la France, ne lui déclarât la guerre.

Les hommes politiques comprirent que la Russie était enfin entrée dans la période des difficultés intérieures. Les écrivains bourgeois annonçaient même qu'elle était à la veille d'une révolution analogue à celle que traversa la France au siècle dernier et l'Angleterre au dix-septième siècle. L'idée d'une prochaine catastrophe révolutionnaire en Russie se répandit tellement en Europe, que son crédit fut profondément atteint. Les Rothschild et les banquiers qui avaient l'habitude de négocier en Europe les emprunts du gouvernement du Czar, refusèrent, malgré les démarches réitérées faites auprès d'eux, de se charger de tout nouvel emprunt; depuis cette époque, le gouvernement n'a pu obtenir un sou de l'étranger.

Cette situation ne pouvait durer; la persécution ayant échoué contre le socialisme, le Czar, singeant Napoléon III, voulut le combattre par le chauvinisme de race, par le panslavisme. Les Russes, au lieu de se laisser corrompre par les idées modernes, devaient, au contraire, les rejeter et se dévouer à la délivrance des peuples slaves et à leur réunion sous un même gouvernement, sous le sceptre du Czar. C'était la théorie des races latines inventée par Napoléon III, appliquée à la russe. Pour relever son prestige et détourner l'attention du pays, le Czar résolut d'entreprendre une guerre de conquête. Le Colosse du Nord, après s'être assuré de la neutralité de l'Allemagne et de l'Autriche, et comptant sur la pusillanimité de l'Angleterre, se jeta sur la Turquie; il crut qu'il marcherait triomphalement jusqu'à Constantinople, l'objectif de la

Russie depuis Pierre le Grand. Mal lui en prit, la campagne de Turquie révéla, encore plus terriblement que la guerre de Crimée, les vices de l'administration militaire et la faiblesse de la Russie; des corps d'armée inscrits au budget depuis des années, n'existaient que sur les feuilles d'emargement; les dilapidations et les vols les plus honteux furent découverts; les membres même de la famille impériale furent pris la main dans le sac. Alexandre II dut arrêter les poursuites, il y avait trop de coupables; il dut aussi, sur l'ordre de l'Angleterre, arrêter la marche triomphale de ses armées et se borner à faire contempler à ses soldats les minarets de Constantinople. Alexandre II reentra dans sa capitale diminué par ses victoires.

Les libéraux jusqu'alors si timides, s'enhardirent, ils réclamèrent qu'on leur donnât une constitution comme celle que le Czar libérateur avait octroyée aux Bulgares. Alexandre II qui venait d'affranchir les Slaves du joug turc, ne songea qu'à traquer les socialistes en Russie et en Europe: sachant que le socialisme russe était d'importation étrangère, il proposa au congrès de Berlin que l'on s'occupât de prendre des mesures internationales pour supprimer le socialisme en Europe et en Amérique.

Les libéraux se voyant refuser ce que l'on accordait aux peuples étrangers, se rapprochèrent des révolutionnaires. Ceux-ci, grâce à l'appui moral et à l'aide pécuniaire des libéraux, se multiplièrent rapidement et étendirent leur propagande. C'est alors que partit le coup de revolver de Vera Zassoulitch. Celle qui devait donner le signal du terrorisme, n'était pas une terroriste, elle était une vengeresse, elle se sacrifiait pour punir le chef de la police, le général Trepoff, qui avait insulté, frappé et fait bâtonner un révolutionnaire prisonnier. Son héroïque action lui conquit tous les cœurs, et, au grand étonnement du pays, il se trouva un jury pour l'acquitter. Le gouvernement furieux voulut la ressaisir; mais la foule qui l'accompagnait à la sortie du tribunal, la défendit, l'arracha des mains des gendarmes qui la blessèrent d'un coup de feu. Il y eut une véritable émeute dans les rues de Pétersbourg. A Odessa, il y eut une manifestation tumultueuse à la nouvelle de son acquittement. Dans la cathédrale de Kazan, des projectiles furent lancés contre le prédicateur, aux cris de « A bas les bourreaux du Czar! » A Karkoff, Odessa, Pultava, on placarda des proclamations contenant des menaces de mort.

Les révolutionnaires constituèrent alors un « gouvernement national » qui devait par la suite devenir le fameux « comité exécutif »; il lança un manifeste que des mains invisibles répandirent par milliers dans les villages les plus reculés. En tête du manifeste se trouvait

cette phrase de Robespierre: « Ecrasez par la terreur des ennemis du peuple et l'honneur d'avoir fondé la république vous appartiendra; » et, à la suite, cette citation de Nekrassof: « Notre affaire est sûre, elle est basée sur le sang ». Le manifeste déclarait ouvertement la guerre au gouvernement et à ses fonctionnaires.

Cinq mois après l'exécution du général Trepoff, le nouveau chef de la police, le général Mesentzeff, était tué. Le justicier terroriste put s'échapper; il vit à l'étranger. A Kiew, le colonel Heiking, chef de la police, était frappé; dans toutes les villes, la police, la base du despotisme, était attaquée.

Le gouvernement furieux redoubla ses persécutions; il mit toute sa police sur pied pour trouver ce comité exécutif qui révélait sa présence par de si terribles coups. Dans tous les révolutionnaires que la police saisissait un revolver dans les poches, elle voyait un membre du comité exécutif. Valérien Ossinsky fut condamné à mort le 5 mai 1879 à Kiew parce qu'on croyait qu'il appartenait au mystérieux comité. Ossinsky refusa de répondre au juge et nia la compétence de l'accusateur public pour juger de la moralité d'un socialiste: « Pour être socialiste, lui avait-il dit, il faut avoir une dose de moralité un peu plus forte que celle d'un procureur. » Il repoussa cependant le rôle de chef dont le procureur voulait l'affubler. « Je ne suis qu'un soldat dans les rangs du parti socialiste; et ils sont nombreux ceux qui jouent un rôle pareil au mien. D'après les renseignements que je possède, aucun membre du comité exécutif n'a été encore arrêté, ni à Pétersbourg, ni en province. Le procureur se réjouit à tort en espérant que le mouvement socialiste prendra fin en Russie. Ce mouvement est appelé à prendre un large développement, et l'avenir lui réserve la victoire. J'en suis convaincu, et cette conviction me fortifiera si le tribunal a soin de me condamner à mort. » Il fut pendu le 14 mai 1879.

Pour combattre des hommes comme Ossinsky qui bravaient les juges, les tribunaux ordinaires n'étaient pas suffisants; le gouvernement modifia la juridiction pénale, recourut aux commissions exceptionnelles, aux tribunaux militaires. La moitié de l'empire fut mise en état de siège. A Simpheropol, en Crimée, quand le Czar était à Livadia, personne ne pouvait s'absenter de la ville et les habitants étaient expulsés en masse. Le Czar régnait par la terreur et en faisant le vide partout où il allait.

(A suivre.)

COMMUNICATIONS

Cercle d'Economie sociale

Réunion du Cercle d'Economie sociale le mercredi, 23 décembre, Brasserie de l'Espérance, rue de la Monnaie, 19.

Ordre du jour: M. Vergoin, député, développera la proposition déposée à la Chambre, au nom des députés de Seine-et-Oise, sur: La limitation des successions au cinquième degré.

Après l'exposé de M. Vergoin, une discussion sera ouverte où tous les membres présents pourront prendre la parole.

Parti ouvrier

FÉDÉRATION SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE DU CENTRE
Aux Travailleurs

Des élections municipales partielles vont avoir lieu prochainement, qui peuvent permettre au parti socialiste de prendre une éclatante revanche de son demi-échec d'octobre.

C'est en vue de cette nouvelle lutte que nous faisons appel à votre dévouement.

Pour la fédération et par son ordre,

Le secrétaire: J. LÉPINE.

N. B. — Les sommes doivent être adressées à l'adresse indiquée sur les listes ou au citoyen J. Lépine, 17, rue du Croissant.

UNION SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Comité central du département de la Seine

Réunions de tous les délégués des groupes adhérents, tous les lundis à 9 heures du soir, salle Horel, 13, rue Aumaire.

L'Avenir du Socialisme

Cercle d'Etudes sociales de jeunes gens, en voie de formation. — Pour tous renseignements, Ecrire au citoyen Alain Gouzien, 26, Boulevard de Clichy. — Paris.

Chambre syndicale des ouvriers gantiers de Paris

La Commission de réorganisation élue en assemblée générale le samedi 29 novembre, ayant terminé le travail qui lui avait été confié, fait un appel chaleureux à tous les membres de la corporation, pour assister à la réunion générale où sera déposé son rapport, le samedi 19 décembre, salle Servain, 20, rue Grenéta, à 8 heures du soir.

Elle espère que tous les membres de la corporation, comprenant le besoin de se solidariser, se feront un devoir d'être exacts à cette réunion, surtout devant la diminution des prix de façon qu'ils ont subie et dont ils sont encore menacés.

Ordre du jour: Lecture du rapport de la commission de réorganisation; Nomination des syndics, du secrétaire et du trésorier; Questions diverses.

Les Délégués de la Commission de réorganisation,

MICHEL, MÉRIOT, GUIBAL, FROMONT, LIMOUSIN, VIGNAUT, VERHAERT, LAVABRE, DARBAY.

NOTA. — Nous engageons nos collègues à être exacts à l'heure indiquée et à répandre la présente dans toute la corporation.

Pour le Conseil syndical: Le Secrétaire, A. VACHER.

REVUE FINANCIÈRE

Judi, 17 décembre 1885.

Dans sa séance de lundi dernier le conseil municipal de Paris a abordé la discussion du rapport présenté par M. Jacques sur la création de ressources extraordinaires en vue de l'exécution de grands travaux.

Pour se procurer les fonds nécessaires à ces travaux, qui doivent donner un peu d'ouvrage aux travailleurs, nos conseillers ne se sont pas mis en frais d'imagination.

Ils ne sont pas arrêtés un instant à l'idée de trouver de l'argent sans compromettre les intérêts de la Ville.

Allons donc! les droits d'octroi ne sont-ils pas là, pressurant le peuple parisien, surélevant le prix des denrées jusqu'à l'extrême limite, au risque d'affamer le gagnepetit. Et ces droits produisent des sommes énormes.

Dès lors, il a paru plus simple à nos édiles de grever

un peu plus le budget de la Ville en adoptant le projet d'emprunt proposé par l'administration préfectorale.

Donc, en principe, un emprunt sera fait au moyen de l'émission d'obligations municipales, rapportant 12 fr. par an et remboursables en 75 ans à 400 fr. avec un million de francs par an pour les tirages de lots.

Une commission de trois membres devra s'entendre avec le préfet pour arrêter les conditions de l'emprunt.

Ainsi, ce sont ces quatre augures qui fixeront le prix d'émission, c'est-à-dire le prix auquel on vendra aux capitalistes ces obligations de 400 fr. Et s'il leur plaît, par bêtise ou par intérêt, de choisir 300 fr. par exemple, la Ville se trouvera recevoir 300 fr. contre un engagement d'en rendre 400 fr. sans compter les intérêts et les lots à payer chaque année.

Un homme sans ressources ne serait pas plus écorché par un usurier,

C'est bien la peine d'avoir à représenter les intérêts d'une Ville aussi riche que Paris pour se laisser exploiter de la sorte. Et dire que cet argent, emprunté si cher, s'engouffrera presque tout entier dans les poches d'entrepreneurs et de propriétaires qui ont déjà pris toutes les mesures nécessaires pour avoir leur part du gâteau!

Dès qu'un projet de travaux est décidé par l'administration, la bande officielle d'écumeurs retient sa place pour la curée soit en achetant les terrains que doit traverser un boulevard projeté, soit en passant des traités pour la fourniture des matériaux nécessaires aux travaux adoptés.

En s'y prenant d'avance, ils bénéficient ainsi d'avantages nombreux qu'ils n'auraient pas sans le concours bienveillant des gros bonnets de l'administration.

Naturellement, ceux-ci ont des compensations, vulgairement appelées pots-de-vin, et voilà pourquoi ils peuvent dépenser 20,000 par an n'ayant que 6,000 fr. d'appointements.

Pauvres contribuables, c'est toujours vous qui payez. Espérons que vous vous lasserez.

PENAUD.

Le Gérant: DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE REPUBLICAINE SOCIALISTE

LECOURTOIS libraire, 38, rue Daubenton, livre immédiatement à domicile tous les ouvrages et brochures de toutes les Ecoles, payables 1 fr. par semaine. Adresser les demandes franco.

INSENSIBILISATEUR BOIVIN

EXTRACTIONS, GUÉRISON ET POSE
DE DENTS SANS DOULEUR

Un docteur assiste aux opérations. Facilité de paiement.

PARIS, 31, rue SAINT-LAZARE

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 fr. broché, 2 fr. 25 fr. richement relié; (1^{re} édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur: LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.